

Les investisseurs de Credit Suisse exigent plus d'actions en faveur du climat

Onze investisseurs institutionnels, dont Amundi et la Fondation Ethos, soumettent une résolution d'actionnaires demandant à Credit Suisse de réduire son exposition aux actifs liés aux combustibles fossiles.

(Mercredi 9 mars, Londres) Un groupe de onze investisseurs institutionnels a déposé une résolution sur le climat auprès de Credit Suisse. Par le biais d'une proposition de modification des statuts de la banque, la coalition d'actionnaires demande à Credit Suisse d'améliorer son *reporting* sur les risques climatiques, d'aligner ses politiques en matière de financement des activités liées au charbon, au pétrole et au gaz sur les meilleures pratiques du secteur et de publier des objectifs à court et à long terme pour réduire son exposition aux actifs liés au charbon, au pétrole et au gaz, selon un calendrier conforme à l'objectif de 1,5 C de l'Accord de Paris.

La coalition d'investisseurs a été coordonnée par l'ONG d'investissement responsable ShareAction et la Fondation Ethos, avec le soutien de l'Association suisse pour les investissements responsables (SVVK-ASIR). Si elle est soumise au vote, ce sera la première résolution sur le climat à être votée dans une entreprise suisse.

Jeanne Martin, directrice de campagne senior chez ShareAction, a déclaré :

"Le message des investisseurs est clair : Credit Suisse doit de toute urgence soutenir son ambition de zéro émission nette à long terme par le biais d'une communication, de politiques et d'objectifs clairs en matière de combustibles fossiles. La semaine dernière, le GIEC a émis l'avertissement le plus sombre qu'il ait jamais formulé sur les conséquences du dérèglement climatique, soulignant que les combustibles fossiles en sont un facteur clé. Pourtant, Credit Suisse continue de financer massivement l'industrie pétrolière et gazière, généralement sans conditions. Avec une réputation entachée à restaurer, nous appelons Credit Suisse à considérer cette résolution comme une opportunité de repartir à zéro et de faire preuve de leadership en matière de changement climatique.

Cette intervention fait suite à des années d'engagement soutenu des investisseurs en faveur du climat. Par exemple, lors de son assemblée générale annuelle en 2021, sept investisseurs représentant 2,48 milliards de dollars d'actifs sous gestion ont adressé au conseil d'administration un certain nombre d'exigences en matière de climat, notamment que la banque fixe un délai ferme pour l'arrêt progressif du financement du charbon. En novembre 2021, Credit Suisse a publié une nouvelle politique en matière de charbon lors de la COP26. Si son engagement de sortir progressivement du charbon a été salué, plusieurs failles préoccupantes subsistent.

La politique de la banque en matière de charbon -permet en effet toujours de financer des entreprises charbonnières à des fins de "transition énergétique", sans définir clairement ce que cela signifie en pratique. Elle a également exempté sa branche de gestion d'actifs de suivre ses principes fondamentaux. En outre, le fait qu'elle n'ait pas mis à jour sa politique lacunaire en matière de pétrole et de gaz a suscité l'inquiétude des investisseurs.

Vincent Kaufmann, directeur d'Ethos, a commenté :

"Les banques ont un rôle clé à jouer dans la lutte contre le changement climatique, en commençant par réduire fortement leurs investissements et leur financement des énergies fossiles. Nous menons un dialogue régulier avec Credit Suisse depuis de nombreuses années sur cette question. Si certains progrès ont été réalisés, elle reste aujourd'hui la banque suisse la plus exposée aux énergies fossiles. Sa politique climatique insuffisante et les nombreux problèmes de gouvernance auxquels Credit Suisse a été

confrontée ces derniers mois nous ont incité ainsi que plusieurs de nos membres à déposer cette résolution afin de demander à Credit Suisse d'améliorer significativement sa transparence et de renforcer sa politique de financement et d'investissement dans les combustibles fossiles".

Depuis la signature de l'Accord de Paris en 2015, Credit Suisse a accordé un soutien financier de plus de **82 milliards de dollars US** à des entreprises et des projets liés aux combustibles fossiles. Cela en fait le quatrième bailleur de fonds européen pour les combustibles fossiles et la première banque de la région pour le financement des mines de charbon.

Larissa Marti, Expert Climat & Finance chez Greenpeace Suisse, a déclaré :

"Il n'est pas surprenant que les investisseurs exigent davantage de responsabilité climatique de la part de Credit Suisse. Malgré des engagements ambitieux en faveur de l'action climatique, Credit Suisse est responsable d'énormes émissions de CO2 dans le monde entier, en raison de ses financements et services aux entreprises du secteur des énergies fossiles. Le GIEC a récemment montré que les risques climatiques apparaissent et s'aggraveront plus rapidement que prévu. Le temps est donc venu pour la banque de fermer enfin les sources de financement aux industries qui détruisent le climat."

Pour ShareAction, la politique pétrolière et gazière de la banque est très en retard par rapport aux pratiques de pointe du secteur bancaire européen, car elle ne limite par exemple que les financements liés à des projets dans la région arctique. Danske Bank et NatWest, quant à elles, mettent en œuvre des politiques visant à cesser de prêter aux entreprises pétrolières et gazières dont les plans de transition ne sont pas conformes à l'Accord de Paris, tandis que La Banque Postale a annoncé une stratégie visant à se retirer entièrement du secteur pétrolier et gazier d'ici à 2030.

Credit Suisse a pris part à plusieurs transactions controversées en 2021, dont une en juin avec Enbridge, une société ayant des liens importants avec le secteur des sables bitumineux. En mars, Credit Suisse a participé à une autre transaction d'un milliard d'euros avec EPH, dont la filiale EPPE est fortement exposée au charbon et continue d'acquérir de nouveaux actifs dans ce domaine. Ces activités risquent de mettre en péril l'engagement de la banque d'aligner ses financements sur l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement climatique à 1,5C. Ayant fait l'objet d'une restructuration à la fin de l'année dernière, la banque est confrontée à cette résolution à un moment critique, après le départ des cadres supérieurs Lydie Hudson et Marisa Drew, qui étaient à l'origine de son initiative naissante en matière de durabilité.

De plus, la banque a été impliquée dans un nombre record de scandales au cours des deux dernières années, notamment à la suite des révélations d'un lanceur d'alerte en février concernant une myriade de liens criminels possibles avec ses comptes. Cela a soulevé de sérieuses questions sur les processus d'évaluation et de gestion des risques de la banque et sur sa capacité à conserver un personnel talentueux.

Au milieu de cette série de controverses, ShareAction encourage la banque à commencer à restaurer sa réputation auprès des investisseurs en indiquant son soutien à la résolution des actionnaires et en établissant une nouvelle norme sur le climat dans le secteur bancaire européen.

Le groupe de co-dépositaires est composé de ShareAction et de onze investisseurs institutionnels, dont le plus grand gestionnaire d'actifs d'Europe, Amundi ; le fonds de pension de la ville de Zurich, Pensionskasse Stadt Zürich ; le fonds de pension fédéral suisse, Pensionskasse des Bundes PUBLICA ; et la Fondation Ethos, composée de 235 fonds de pension et fondations d'utilité publique suisses.

Note à l'attention des éditeurs

Pour toutes les demandes de renseignements et d'interviews, veuillez contacter Conor Quinn, responsable de la communication avec les médias, ShareAction, à l'adresse conor.quinn@shareaction.org ou au +44 744 696 214.

ShareAction peut fournir des porte-parole en anglais et en français.

Lire le texte de la résolution des actionnaires [ici](#)

ShareAction a déposé la première résolution d'actionnaire liée au climat dans une banque européenne chez Barclays en 2020. Cette résolution a permis à Barclays de [devenir](#) la première banque européenne traditionnelle à se fixer un objectif de zéro émission nette.

En 2021, ShareAction a déposé une résolution auprès de HSBC qui [a conduit](#) la banque à fixer des dates de réduction progressive de l'octroi de financements aux clients de l'industrie du charbon thermique.

La liste complète des co-dépositaires est la suivante :

Actares

Amundi

Bernische Lehrerversicherungskasse

Bernische Pensionskasse

CIEPP - Caisse Inter-Entreprises de Prévoyance Professionnelle

Fondation Ethos

Cap Prévoyance

Pensionskasse Stadt Zürich (fond de pension de la ville de Zurich)

Gérifonds (Ethos)

Pensionskasse Post, Berne

Pensionskasse des Bundes PUBLICA (le fonds de pension fédéral suisse)

ShareAction

Lectures complémentaires :

Rapport (14/02/2022) [Expansion pétrolière et gazière : un pari perdant-perdant pour les banques et leurs investisseurs](#)

Communiqué de presse (14/02/2022) [Les banques "net zéro" continuent à financer l'expansion du pétrole et du gaz, en ignorant la science du climat.](#)

Communiqué de presse (05/11/2021) [Notre réponse aux annonces de la nouvelle politique du charbon de Crédit Suisse, NatWest](#)

Communiqué de presse (30/04/2021) [Des investisseurs pesant 2,5 milliards de dollars demandent au Credit Suisse de fixer un délai pour le charbon](#)

Rapport (06/09/2021) [Compte à rebours pour la COP26 : Une analyse des pratiques des plus grandes banques européennes en matière de climat et de biodiversité](#)

Communiqué de presse (06/09/2021) [Une nouvelle étude remet en question les affirmations des grandes banques en matière de durabilité.](#)